

« Nos cantines doivent pouvoir acheter les produits de nos agriculteurs » Franck Leroy demande à l'Europe de mettre fin à des règles qui éloignent la commande publique de nos territoires

Dans un courrier adressé aujourd'hui, vendredi 11 septembre 2026, à Stéphane Séjourné, Vice-président exécutif de la Commission européenne, Franck Leroy, Président de la Région Grand Est, demande que la réforme européenne de la commande publique permette aux cantines scolaires, aux lycées, aux hôpitaux et aux EHPAD d'acheter plus facilement des produits issus de nos territoires et des filières européennes.

« Comment accepter que des produits parcourent parfois des milliers de kilomètres pour arriver dans nos cantines, alors que des agriculteurs situés à proximité peuvent fournir des aliments frais, de saison et de qualité ? Cette situation n'est bonne ni pour le climat, ni pour notre agriculture, ni pour notre souveraineté. Il faut remettre du bon sens dans nos règles », déclare Franck Leroy.

Aujourd'hui, la complexité et la taille de certains appels d'offres favorisent trop souvent les grands intermédiaires au détriment des producteurs, des coopératives et des PME agroalimentaires. La réforme européenne doit permettre aux acheteurs publics de mieux prendre en compte la fraîcheur, la saisonnalité, la traçabilité, les distances parcourues et l'impact environnemental des produits.

« Chaque euro d'argent public dépensé pour un repas doit pouvoir servir deux fois : à bien nourrir nos enfants, nos aînés et nos patients, mais aussi à faire vivre nos agriculteurs et nos emplois », souligne le Président de la Région Grand Est.

Dans son courrier à Stéphane Séjourné, Franck Leroy demande également que les marchés publics soient plus facilement adaptés aux capacités des producteurs locaux et puissent s'inscrire dans la durée. Des contrats pluriannuels leur donneraient la visibilité nécessaire pour investir, s'organiser et répondre aux besoins de la restauration collective.

Il ne s'agit pas de fermer les marchés ni de remettre en cause les règles européennes, mais de permettre aux collectivités de privilégier des approvisionnements plus sûrs, plus écologiques et plus proches lorsqu'ils répondent à l'intérêt général.

« Nous avons fait de la commande publique un outil de souveraineté pour notre industrie. Faisons-en désormais un outil de souveraineté pour notre alimentation. Acheter mieux, acheter plus près et acheter européen : voilà le cap que l'Europe doit nous permettre de suivre », conclut Franck Leroy.

**Franck Leroy,
Président de la Région Grand Est.**